



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Odi et amo. La Roumanie, l'Union européenne, l'Italie

Francesco Guida

Université Roma Tre, Italie

francesco.guida@uniroma3.it

<https://orcid.org/0000-0002-7317-2589>

Reçu le 25-11-2021 / Évalué le 03-12-2021 / Accepté le 15-12-2021

Résumé

L'opinion publique roumaine à la fin de l'ère communiste était tout à fait favorable à l'adhésion à l'Union européenne. L'enthousiasme pour l'élargissement était moins généralisé dans les anciens États membres de la UE. Outre ceux qui craignaient tout élargissement pour diverses raisons, mais principalement économiques, d'autres souhaitaient que le processus soit plus sélectif : en bref, certains États étaient plus dignes de confiance et semblaient plus homogènes aux sociétés occidentales, d'autres moins. En particulier l'opinion publique d'Europe Occidentale, y compris l'opinion publique italienne, ne savait rien des débuts de l'idée fédérale européenne en Roumanie. Après 2007 une sorte d'*odi et amo* se poursuit, qui heureusement ne se transforme que pour quelques-uns en aspiration à quitter l'Union Européenne ou, inversement, pour les autres à en expulser la Roumanie et d'autres anciens États communistes.

Mots-clés : Roumanie, Union Européenne, Italie

Odi et amo. România. Uniunea Europeană, Italia

Rezumat

Opinia publică românească era, la sfârșitul perioadei comuniste, foarte favorabilă aderării la Uniunea Europeană. În vechile state membre ale Uniunii Europene, entuziasmul pentru extindere a fost mai puțin răspândit. În afară de cei care se temeau de orice extindere, din diverse motive, dar în principal economice, alții doreau ca procesul să fie mai selectiv: pe scurt, unele state erau mai de încredere și păreau mai omogene societăților occidentale, altele mai puțin. În special, opinia publică a Europei Occidentale, inclusiv opinia publică italiană, nu știa nimic despre începuturile ideii federale europene din România. După anul 2007 continuă un fel de *odi et amo*, care, din fericire, se transformă doar pentru unii într-o aspirație de a părăsi Uniunea Europeană sau, dimpotrivă, pentru alții de a alunga România și alte state foste comuniste.

Cuvinte-cheie: România, Uniunea Europeană, Italia

Odi et amo. Romania. European Union, Italy

Abstract

Romanian public opinion at the end of the communist era was very much in favour of joining the European Union. Enthusiasm for enlargement was less widespread in the old EU Member States. Besides those who feared any enlargement for various reasons, but mainly economic ones, others wanted the process to be more selective: in short, some states were more trustworthy and seemed more homogeneous to Western societies, others less. In particular, Western European public opinion, including Italian public opinion, knew nothing about the beginnings of the European federal idea in Romania. After 2007 a kind of *odi et amo* continues, which fortunately only turns for some into an aspiration to leave the European Union or, conversely, for others to expel Romania and other former communist states.

Keywords : Romania, European Union, Italy

Dans de nombreux pays européens, la politique et ceux qui l'exercent ne sont pas tenus en haute estime par la population. C'est également vrai en Roumanie : dans l'ère post-communiste, les changements entre les forces politiques ont été excessifs par rapport au fonctionnement normal d'une véritable démocratie, dans le sens où il y a souvent eu des changements et même des affrontements au sein d'une même formation politique. Ainsi, presque toujours, les majorités formées au lendemain des élections ont pris fin et ont été dissoutes en quelques mois, mettant les gouvernements en crise. Ce phénomène s'est produit un nombre excessif de fois¹, accompagné d'un affrontement fréquent entre le Président de la République et le Président du Conseil des ministres, au point de recourir deux fois sans succès à la mise en accusation (*impeachment*) du premier².

Comme je le disais, quelque chose de semblable a également été observé dans d'autres pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne, mais toujours sur notre continent, et l'un des résultats assez évidents de cette politique peu réglementée et peu crédible est la désaffection du corps électoral ou la tendance des électeurs à se fier à des protagonistes politiques peu sérieux ou tendant vers le populisme. Parallèlement à cette désaffection, on observe également une désillusion croissante à l'égard des grandes organisations, des grands conteneurs internationaux auxquels la Roumanie post-communiste a choisi d'adhérer, à la demande des différents gouvernements et parfois aussi à la demande explicite de la population (Dobre, 2020). En particulier, il faut dire qu'en Roumanie, comme dans d'autres États ex-communistes, la grande sympathie pour le projet européen, pour l'Union européenne, a diminué, probablement comme un phénomène analogue à la désillusion face à l'exercice peu brillant de la démocratie, dont je parlais plus tôt,

mais aussi parce que l'on attendait peut-être de l'Union européenne des avantages plus importants que ceux qu'elle a reçus, qui ne sont pas négligeables, et qu'on lui reproche des changements dans l'économie en particulier et, par conséquent, dans la société, changements qu'une grande partie de la population roumaine ne considère pas comme avantageux ou même justes.

Pourtant, l'opinion publique roumaine à la fin de l'ère communiste, qui s'est terminée, comme tout le monde sait, de façon dramatique³, était tout à fait favorable à l'adhésion à l'Europe⁴. En effet, en Roumanie, dans les années 1990, on craignait fortement que d'autres anciens pays communistes ne rejoignent l'Union européenne alors que la Roumanie resterait en dehors. Dès 1992, on avait craint que la Roumanie ne soit exclue du groupe de Visegrád, composé de la Pologne, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie (qui était sur le point de se scinder en deux États indépendants), une initiative politique visant clairement à accélérer l'introduction d'une économie de marché, également en termes de relations commerciales (la zone de libre-échange CEFTA était née) et, en particulier, à obtenir le plus rapidement possible l'admission dans la Communauté européenne, qui était sur le point de changer de nom pour devenir l'Union européenne (Guida, 2005 : 88-96).

Il est bien connu que la Roumanie, ainsi que la Bulgarie, ne sont devenues membres de plein droit qu'en 2007, tandis que d'autres anciens États communistes sont devenus membres en 2004. L'enthousiasme pour le projet européen s'est toutefois maintenu et n'a connu qu'une baisse sensible au fil des ans. En fait, à cette époque, il n'y avait pas de place sur la scène politique pour un parti anti-européen, à l'exception des formations minoritaires d'extrême droite ou d'extrême gauche. Si la première a connu une croissance forte mais éphémère autour de 2000⁵, c'est davantage en raison des relations avec les minorités ethniques internes (surtout les Hongrois) qu'avec l'Union européenne, dont tous les gouvernements qui se succédaient à Bucarest ont tenté de se rapprocher, surtout après 1996⁶. Au milieu des années 1990, on estimait que seuls 10% des Roumains n'étaient pas enclins à rejoindre l'Union européenne (et l'OTAN)⁷.

Le fort penchant pour les structures politiques de l'Ouest a été confirmé par l'approbation d'une Constitution inspirée de celles-ci, malgré le fait que les épigones du parti communiste étaient fermement au pouvoir, avec Ion Iliescu à leur tête⁸. Une certaine inspiration est venue notamment de France⁹ par l'intermédiaire du sénateur Robert Badinter, avec qui le Roumain Antonie Iorgovan, sénateur social-démocrate, a collaboré. Il convient de souligner que le projet constitutionnel, approuvé le 21 novembre 1991 par l'Assemblée nationale, investie d'une fonction constituante, a été confirmé quelques jours plus tard par un référendum populaire¹⁰. Douze ans plus tard, une nouvelle Constitution est entrée en vigueur, qui tenait

compte des suggestions venues une fois de plus de l'Ouest, précisément pour que la Roumanie se trouve dans les conditions requises pour rejoindre l'Union européenne. Après les passages parlementaires nécessaires, le nouveau texte constitutionnel a été soumis au vote populaire : la majorité était très large (89,7%), mais le nombre de citoyens qui se sont rendus aux urnes n'était pas aussi important (55,7%). En bref, bien que la Roumanie n'ait pas été l'État ex-communiste le mieux préparé à la transition vers le modèle économique et social occidental, ce qui explique pourquoi elle a pris tant de temps, en termes de consensus politique au moins, le point de départ n'était pas mauvais.

En particulier, après la première défaite du parti héritier de l'ancien PCR aux élections, le choix pro-occidental s'est accentué, portant non seulement sur l'Union européenne mais aussi sur l'OTAN. En mai 1997, le nouveau président de la République, Emil Constantinescu, a eu l'occasion de déclarer, lors d'une visite de Romano Prodi, alors président du Conseil italien, que la Roumanie souhaitait adhérer à l'OTAN, mais qu'elle ne pensait pas à une alliance de missiles et de chars, mais à une alliance de valeurs : démocratie, tolérance religieuse et interethnique, économie de marché (idées qui pourraient également s'appliquer à l'Union européenne). Peu après, la guerre au Kosovo a donné au gouvernement de Bucarest l'occasion de mettre en place un discret aide aux opérations américaines (1999), ce qui a facilité le chemin vers l'adhésion à l'OTAN. Lorsque l'ancien communiste Iliescu revient au pouvoir, c'est paradoxalement à lui qu'il revient d'accueillir le président américain George Bush en 2002, dans une ambiance enthousiaste. Deux ans plus tard, en 2004, la Roumanie est devenue membre de l'Alliance de l'Atlantique Nord, l'Alliance contre laquelle elle s'était alignée pendant au moins quarante ans.

Comme nous l'avons mentionné, l'entrée dans l'Union européenne est intervenue quelques années plus tard, mais il s'agissait d'une question très différente, car elle impliquait l'importation d'un modèle économique, social et politique qui avait déjà été partiellement accepté après la fin du régime communiste. Surtout, il n'a pas été facile de mener à bien l'adaptation du pays au modèle euro-occidental, en satisfaisant à ce que l'on appelle l'acquis communautaire. Il convient ici de rappeler que ce n'était pas la première fois qu'un modèle à imiter arrivait sur le sol roumain en provenance d'Europe occidentale. Cela s'était déjà produit au XIX^e siècle et le premier État unitaire roumain s'était doté d'une Constitution calquée sur celle de la Belgique en 1831 (Banciu, 1988 : 20-25). Cela s'est reproduit après la Première Guerre mondiale et la « Grande Roumanie » (*România Mare*), par l'introduction du suffrage universel masculin, accompagnée d'une importante réforme agraire, et avec l'approbation en 1923 d'une nouvelle Constitution, s'est inspirée

des démocraties occidentales¹¹. La réception du XIX^e siècle ne s'était pas du tout avérée facile et avait même provoqué des réactions polémiques dans le monde intellectuel et politique, comme dans le cas du mouvement des jeunes (*Junimea*), tandis que la nouvelle importation du système démocratique occidental après la Première Guerre mondiale a montré de nombreuses failles et s'est finalement effondrée à la fin des années 1930, dans le contexte d'une Europe caractérisée par l'émergence de multiples régimes autoritaires ou totalitaires¹². En bref, ce qui on pourrait appeler la troisième importation du modèle démocratique, cette fois après 1989, en fonction de son intégration dans la nouvelle réalité politique et économique du continent, était presque un pari, à la lumière des précédents historiques.

Ce n'est pas seulement pour des raisons historiques que l'enthousiasme pour l'élargissement entre 2004 et 2007 était moins généralisé dans les anciens États membres de l'Union européenne. Outre ceux qui craignaient tout élargissement pour diverses raisons, mais principalement économiques, d'autres souhaitaient que le processus soit plus sélectif : en bref, certains États étaient plus dignes de confiance et semblaient plus homogènes aux sociétés occidentales, d'autres moins. On se demandait ce que ces derniers avaient à voir avec le processus d'unification européenne : la Roumanie figurait sur la liste grise, voire noire. La présence de nombreux émigrés roumains en Italie¹³, en Espagne et dans d'autres États occidentaux a joué un rôle ambigu ou double : la question était de savoir si la grande majorité des travailleurs qui étaient substantiellement intégrés dans l'économie et la société occidentales comptaient davantage, ou la minorité (souvent d'ethnie rom) qui n'était pas intégrée et était la protagoniste d'épisodes absolument scandaleux. Par conséquent, l'opinion publique occidentale, et en particulier l'opinion publique italienne, était divisée dans son jugement, mais tous ne se sont pas prononcés contre l'admission de l'État roumain dans l'Union européenne¹⁴.

L'opinion publique d'Europe occidentale, y compris l'opinion publique italienne, ne savait rien des débuts de l'idée fédérale européenne en Roumanie. On peut dire que même le monde universitaire était mal informé à ce sujet. On ne connaissait non plus ces Roumains, sujets des Habsbourg avant la Première Guerre mondiale, qui faisaient partie du groupe des réformateurs (dans le cercle du Belvédère de l'héritier malheureux du trône François-Ferdinand) et envisageaient la transformation de l'Autriche-Hongrie en un empire fédéral. La référence est sans doute à Aurel Popovici, mais aussi à Iuliu Maniu, des hommes destinés à des destins personnels très différents. Le premier, mort à Genève en 1917, reste dans la mémoire historique pour la contribution fondamentale qu'il a apportée à ce type de projet, avec son ouvrage *Die vereinigten Staten von Grosse-Osterreich*¹⁵, le second a eu une longue carrière politique qui l'a conduit à la tête du parti le plus populaire

parmi les Roumains (le Parti national-paysan), aux plus hautes responsabilités dans la Grande Roumanie, puis à sa mort en prison dans les premières années du régime communiste. Dans l'entre-deux-guerres, Maniu reprend l'idée fédérale, à partir de la nouvelle réalité caractérisée par des États nationaux, épigones d'empires multinationaux, et il n'est pas le seul parmi les hommes politiques et les intellectuels roumains : cependant, rien ne peut être réalisé¹⁶. Quelques années plus tard, après la Seconde Guerre mondiale, certains d'entre eux ont pu soutenir des projets s'apparentant partiellement aux idées fédérales qui émergeaient en Europe occidentale, amorçant ainsi le chemin qui a finalement mené à la naissance de l'Union européenne. Ils ont dû le faire, malgré eux, loin de la Roumanie, comme ce fut le cas pour Grigore Gafencu, Nicolae Petrescu Comnen et George Ciorănescu¹⁷.

Ces antécédents (au niveau des idées) ont eu peu d'influence sur l'approche et l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, et je ne pense pas qu'ils exercent une influence aujourd'hui sur la participation de l'État roumain à la vie du grand organisme continental et dans ses relations avec les autres États membres. Dans l'opinion publique roumaine et occidentale, il existe donc toujours une certaine variété d'avis sur les résultats positifs du choix effectué en 2007. On peut dire que le « changement de mentalité » que l'historien Florin Constantiniu a jugé nécessaire se poursuit chez les Roumains (Constantiniu, 2005 : 582). Une sorte d'*odi et amo* se poursuit, qui heureusement ne se transforme que pour quelques-uns en aspiration à quitter l'Union européenne ou, inversement, pour les autres à en expulser la Roumanie et d'autres anciens États communistes. Parmi ces États, ce n'est objectivement pas le cas de la Roumanie qui a créé ou crée la plus grande inquiétude¹⁸, malgré ce que nous avons dit au début de cet article.

Bibliographie

- Banciu, A. 1998. *Rolul Constituției din 1923 în consolidarea unității naționale. Evoluția problemei constituționale în România interbelică*. București : Editura Științifică și Enciclopedică.
- Basciani, A. 2015. *Successo e appannamento dell'immagine di Nicolae Ceaușescu in Italia 1964-1989*. In : D'Alessandri, A et Guida, F (dir.), *L'Europa e il suo Sud-Est. Percorsi di ricerca*. Rome : Aracne.
- Boia, L. 2003. *La Roumanie. Un pays à la frontière de l'Europe*. Paris : Les Belles Lettres.
- Constantiniu, F. 2015. *Storia della Romania*. Rubbettino Editore.
- D'Alessandri, A. 2015. Il dicembre 1989 in Romania e l'Europa nella stampa italiana. In: D'Alessandri, A et Guida, F (dir.), *L'Europa e il suo Sud-Est. Percorsi di ricerca*. Rome : Aracne.
- Datculescu, P., Liepelt, K (éds.). 1991. *Renașterea unei democrații. Alegerile din România de la 20 mai 1990*. București : Irsop.
- Delureanu, Ș. 2004. *Ciorănescu George, Europa unită. De l'idée à la fondation*. București : Paideia.

- Dobre, M. 2020. *La Romania alla fine della guerra fredda*. Soveria Mannelli, Rubbettino.
- Filitti, G. P. 1996. *George Ciorănescu, Români și idea federalistă*. București : Editura Enciclopedică.
- Gabanyi, A. U., Muraru, Al., Muraru, An., Șandru, D (eds.). 2020. *Revoluția din 1989. Învinși și învingători*. Iași : Polirom.
- Guida, F. 1998. *The idea of Europe in Roumania and the Roumania's image*. In: Bianchini, S et Dogo, M (éds.), *Western European Countries, in The Balkans. National identities in an historical perspective*. Ravenne : Longo, 1998.
- Guida, F. 2005. *România contemporană în drumul spre Uniunea Europeană*. In: Ravasi, G. éd. *România și procesul de integrare europeană*. București: Europa Nova.
- România și procesul de integrare europeană*. București: Europa Nova.
- Guida, F. 2007. *Federal Projects in Interwar Romania. An Overvaulting Ambition?*. In: Petricioli, M et Cherubini, D (eds.), *For Peace in Europe: Institutions and Civil Society between the World Wars*. Bruxelles: Peter Lang.
- Guida, F. 2009. « Iuliu Maniu tra federalismo e nazionalismo nella Grande Romania ». *Quaderni della Casa Romana di Venezia*, p. 157-168.
- Guida, F. 2019. « Il comunismo ripensato: Ceaușescu, il regime romeno e la storiografia italiana ». *Transylvanian Review*, n° 4, p. 38-49.
- Guida, F. 2019. *România în secolul XX*. Chișinău: Cartier.
- Marino, A. 1995. *Pentru Europa. Integrarea României. Aspecte ideologice și culturale*. Iași: Polirom.
- Preda, C. *România postcomunistă și România interbelică*. București: Meridiane.
- Preda, C., Soare, S. 2021. *Democratizzazione in Romania. Regime, partiti e sistema di partiti*, Rome: Aracne.
- Quinlan, P. D. 2015. *Regele playboy. Carol al II-lea de România*. București: Humanitas.
- Sandu, T. 2008. *Histoire de la Roumanie*. Paris : Perrin.
- Siani-Davies, P. 2006. *Revoluția română din decembrie 1989*. București: Humanitas.

Notes

1. L'historien Vasile Pușcaș, qui a été le principal négociateur de l'adhésion à l'Union européenne et qui est ensuite devenu ministre des Affaires étrangères, a déclaré que, dans la première décennie de ce siècle, les politiciens roumains ont gaspillé l'occasion de gérer le grand succès qui avait été obtenu par l'admission à l'Union européenne après une très longue négociation. À cet égard, il parle de politisation pathologique.
2. « La situation conflictuelle entre le président et le premier ministre n'est donc pas un incident sporadique dans le paysage politique ». Voir Cristian Preda-Sorina Soare, *Democratizzazione in Romania. Regime, partiti e sistema di partiti*, Rome, Aracne, 2012, p. 73. L'exergue de cette œuvre (également présente dans l'édition originale roumaine) tirée du *Il gattopardo* de Giuseppe Tomasi di Lampedusa est inquiétant : « Il faut que tout change pour que tout reste comme avant ».
3. Peter Siani-Davies, *Revoluția română din decembrie 1989*, București, Humanitas, 2006; *Revoluția din 1989. Învinși și învingători*, eds. A. U. Gabanyi, Al. Muraru, An. Muraru, Daniel Șandru, Iași, Polirom, 2020. Pour une perspective italienne sur ces événements tragiques, voir Alberto Basciani, *Successo e appannamento dell'immagine di Nicolae Ceaușescu in Italia 1964-1989*, in *L'Europa e il suo Sud-Est. Percorsi di ricerca*, édité par Antonio D'Alessandri et Francesco Guida, Rome, Aracne, 2015, p. 67-78; Antonio D'Alessandri, *Il dicembre 1989 in Romania e l'Europa nella stampa italiana*, in *L'Europa e il suo Sud-Est*, cité, p. 79-92; Francesco Guida, *Il comunismo ripensato: Ceaușescu, il regime romeno e la storiografia italiana*, in "Transylvanian Review", 2019, 4, p. 38-49.

4. Il est toujours intéressant de lire les considérations d'Adrian Marino, *Pentru Europa. Integrarea României. Aspecte ideologice și culturale*, Iași, Polirom, 1995.
5. En 2000, la Roumanie a vécu une expérience politique qui allait bientôt être connue aussi des Français : au second tour des élections présidentielles, afin d'empêcher le succès du candidat d'extrême droite (Parti de la Grande Roumanie), Vadim Tudor, les partis de centre-droit ont préféré soutenir Iliescu, ancien communiste et candidat du Parti social-démocrate, tout comme en 2002 la gauche française a soutenu le gaulliste Chirac contre Le Pen du Front national. Iliescu passe de 36,4 % au premier tour à 66,8 % au second; Cristian Preda, *România postcomunistă și România interbelică*, București, Meridiane, 2002, p. 39-40; Francesco Guida, *România în secolul XX*, Chișinău, Cartier, 2019, p. 318.
6. Cette année-là, le Parti de la démocratie sociale (qui deviendra plus tard le Parti social-démocrate) ne parvient pas à empêcher l'élection du candidat de centre-droit Emil Constantinescu à la présidence de la République et la formation d'un gouvernement de la même couleur politique. Lucian Boia, *La Roumanie. Un pays à la frontière de l'Europe*, Paris, Les belles Lettres, 2003, p. 204.
7. Le 14 février 2003, le Premier ministre Adrian Năstase a pu déclarer (*Romania in a United Europe*, [Bucharest], Romanian social institute, s.d., p. 106) « en Roumanie, le pourcentage d'euro-optimistes est le plus important de tous les pays candidats ».
8. La prise du pouvoir par le Front de salut national (qui s'est ensuite présenté sous d'autres noms) a immédiatement suscité de nombreuses discussions. Voir, par exemple, *Renașterea unei democrații. Alegerile din România de la 20 mai 1990*, eds. Petre Datculescu - Klaus Liepelt, București, Irsop, 1991.
9. Cela explique le caractère semi-présidentiel et l'élection directe du Président de la République prévus par la Constitution. Voir Cristian Preda-Sorina Soare, *Democratizzazione in Romania. Regime, partiti e sistema di partiti*, cité, p. 69-70.
10. *Constituția României. La Constitution de la Roumanie*, București, Monitorul Oficial, 1992. Sur le petit nombre de votes positifs et l'opposition dans les districts à population majoritairement hongroise, voir Traian Sandu, *Histoire de la Roumanie*, Paris, Perrin, 2008, p. 331.
11. Ibid, p. 66-108.
12. Paul D. Quinlan, *Regele playboy. Carol al II-lea de România*, București, Humanitas, 2001; Florin Constantiniu, *Storia della Romania*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2015, p. 358-387.
13. Aujourd'hui, on en compte environ 1 200 000.
14. La question de l'image de la Roumanie était bien antérieure à la fin du régime communiste : Francesco Guida, *The idea of Europe in Roumania and the Roumania's image in Western European Countries*, in *The Balkans. National identities in an historical perspective*, eds. S. Bianchini e M. Dogo, Ravenna, Longo, 1998, p. 75-90.
15. Leipzig, 1906.
16. Francesco Guida, *Federal Projects in Interwar Romania. An Overvaulting Ambition?*, in *For Peace in Europe: Institutions and Civil Society between the World Wars*, eds. Marta Petricioli - Donatella Cherubini, Bruxelles, Peter Lang, 2007, p. 229-258; Idem, *Iuliu Maniu tra federalismo e nazionalismo nella Grande Romania*, in « Quaderni della Casa Romana di Venezia », V (2008), 2009, p. 157-168.
17. George Ciorănescu, *Români și idea federalistă*, édité par Georgeta Penelea Filitti, București, Editura Enciclopedică, 1996; Ciorănescu George, *Europa unită. De l'idée à la fondation*, édité par Ștefan Delureanu, București, Paideia 2004.
18. Pensez aux polémiques des gouvernements polonais et hongrois avec Bruxelles.